

# Tiers-monde

## 1 PRÉSENTATION

Tiers-monde, terme très général désignant l'ensemble des pays en voie de développement.

C'est Alfred Sauvy, statisticien et économiste français, qui a forgé le terme de « tiers-monde » en 1952 en référence au tiers état de l'Ancien Régime en France. Toutefois, de multiples critères d'ordre économique, culturel, social, militaire et démographique sont utilisés pour définir cette notion. Ce concept peut s'analyser en termes de rapports ou d'étapes dans le processus mondial de la civilisation industrielle et de ses conséquences. Il englobe ainsi les régions du monde où la technologie n'a pas été assimilée. Aujourd'hui, il est fortement remis en cause du fait de la multiplicité des réalités qu'il recouvre, avec l'essor économique de certains États dits « du tiers-monde » ou, au contraire, la paupérisation de pays dits « développés ». Par ailleurs, depuis l'effondrement de l'empire soviétique, ce concept semble avoir perdu de son actualité dans sa version politique.

## 2 LE TIERS-MONDE POLITIQUE

Apparu durant la guerre froide, le terme s'est rapidement politisé. Dans ce modèle bipolaire, en effet, un certain nombre de pays économiquement et technologiquement moins développés, qui revendiquaient l'appellation de tiers-monde, se sont définis par leur non appartenance aux deux blocs qui s'affrontaient alors, refusant d'être intégrés dans l'une des deux sphères d'influence, américaine ou soviétique. C'est lors de la conférence de Bandung (1955), où sont réunis des leaders de grande envergure tels que Nehru, Zhou Enlai, Sukarno, Nasser, et Hô Chí Minh, que s'est effectuée cette politisation à travers l'émergence du mouvement des pays non-alignés. La politique mondiale y est conçue comme une lutte généralisée entre pays riches et pays pauvres, entre le Nord industrialisé et le Sud sous-développé. Cette rencontre permet donc une première synthèse doctrinale de cette notion, du point de vue du tiers-monde lui-même.

C'est dans cette optique d'indépendance que naissent des organisations multilatérales destinées à regrouper des pays aux intérêts convergents comme la Ligue arabe (1945), l'Organisation de l'unité africaine (OUA) (1963), ou encore la Commission économique pour l'Amérique latine. Certains pays,

comme ceux de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui se sont regroupés en 1960, ont trouvé un moyen d'affirmer leur importance économique en tant que fournisseurs d'une matière première indispensable aux pays développés, provoquant le choc pétrolier de 1973. Néanmoins, le mouvement des non-alignés s'est heurté à d'importants obstacles. Il a alors été très difficile aux pays du tiers-monde de demeurer en dehors des deux blocs antagonistes, car ils constituaient le champ de bataille par excellence de la guerre froide. Si des organisations et des accords multilatéraux subsistent, l'impossible maintien d'une réelle solidarité entre les non-alignés a fortement mis en échec le « tiers-monde politique », tandis que l'arrêt de la guerre froide au tournant des années quatre-vingt dix a rendu le mouvement caduc.

### 3 LES TIERS-MONDES

Malgré ces évolutions, l'expression « tiers-monde » est restée en usage et permet de qualifier de façon plus ou moins adéquate un ensemble de pays présentant certaines similitudes. Pris dans une acception très large, le tiers-monde regrouperait les deux tiers de la population mondiale, selon certaines caractéristiques politiques, économiques et sociales communes. L'instabilité politique, fruit d'une histoire chaotique et de conditions économiques précaires, y est largement répandue. Sur le plan intérieur, la démocratie, au sens occidental du terme, est le plus souvent fragile, quand elle existe, même s'il y a quelques exceptions importantes (Inde). Les régimes sont souvent marqués par de nombreuses dérives autoritaires (République centrafricaine, Salvador) héritées parfois du colonialisme du début du siècle et / ou induites par les inégalités insidieuses des échanges économiques entre pays riches et pays pauvres, ou encore dues aux luttes d'influence entre les deux blocs qui se sont affrontés par pays du tiers-monde interposés (Cuba).

Malgré cela, le tiers-monde est loin d'être homogène, et cette notion recouvre des réalités si différentes selon les pays, qu'elle s'en trouve, encore une fois, profondément remise en cause. Les divisions du tiers-monde sont d'ordre aussi bien religieux, culturel, économique que géographique, et proviennent souvent d'intérêts contradictoires. Il a donc fallu introduire de nouveaux concepts économiques, afin d'en affiner le sens. On parle ainsi de « quart monde » pour désigner les pays les plus pauvres ou « pays les moins avancés (PMA) », et de « nouveaux pays industrialisés (NPI) » pour désigner ceux qui, au contraire, émergent d'une situation de sous-développement et rejoindront bientôt les rangs des pays industrialisés. Par ailleurs, certains pays producteurs de pétrole

(PPP), en particulier les pays du Golfe, dégagent des revenus extrêmement élevés, issus d'une économie de rente, sans pour autant présenter des signes réels de développement. En Asie, alors que l'essentiel de l'économie est restée rurale, d'autres pays à revenus intermédiaires ont réussi à créer de puissantes industries, tels que la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour, Taiwan, les quatre « dragons », ou le Brésil.

#### **4 L'AIDE AU TIERS-MONDE ET SES LIMITES**

Pour favoriser l'essor économique des pays du tiers-monde, la communauté internationale dans son ensemble s'est mobilisée, avec des résultats aléatoires, par le biais d'organismes multilatéraux tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), tous rattachés à l'Organisation des Nations unies (ONU).

Dans le même temps, les pays riches semblent prendre conscience d'un partage inévitable des richesses ou, pour le moins, d'une régulation des lois du marché. Un « nouvel ordre économique international », qui consisterait à transférer une part de la richesse des pays développés aux pays en voie de développement par des traités d'aide au développement et de commerce, a été revendiqué pour la première fois au Sommet des non-alignés d'Alger (septembre 1973), et dès lors désigné par ses initiales NOEI. En mai 1974, l'Assemblée générale des Nations-Unies a proclamé à l'unanimité la nécessité d'un « programme d'action en faveur d'un nouvel ordre économique international ».

Certains pays en voie de développement ont tiré profit d'investissements privés et de réformes, tandis que d'autres ont vu leur niveau de vie s'effondrer. Ces disparités économiques, tout comme la disparition des anciens blocs géopolitiques, marquent le début de l'éclatement de l'ancienne structure d'alliances et de positions propres au tiers-monde, ce qui ne contribue cependant pas à remédier aux extrêmes difficultés des pays les plus pauvres. Le problème de la dette des pays pauvres domine les années quatre-vingt. Les sept pays les plus riches du monde regroupés au sein du G7 se mettent alors à envisager un nouveau partenariat avec les pays du tiers-monde, ne serait-ce que pour tenter de limiter des flux migratoires de plus en plus importants. Malgré tout, ce soutien rencontre d'importantes limites. Il n'est jamais désintéressé, et est souvent utilisé à des fins politiques par les pays riches, tout en faisant parfois l'objet de détournements dans les pays du Sud.